

consciousness of the existence of international goodwill, friendship and co-operation?

To take care of the unfortunate and helpless children is an ideal and a principle which have for centuries existed in the Chinese political and social philosophy. In the *Li Chi*, or *Book of Rites*, one of our cherished Confucian classics, in the chapter of *Li Yun*, it was said that, in the ideal commonwealth, people love not only their own parents and their own children, but also love the parents and children of others. Mencius later said that we should take care of the aged and the young of others as we take care of our own.

Therefore, in supporting the children's fund we are giving a new application to an old ideal. We of the Chinese delegation will therefore support this resolution and hope that it will be adopted unanimously by this Assembly.

The PRESIDENT: If no one else wishes to speak, I shall regard the resolution as adopted unanimously.

Decision: *The resolution was adopted unanimously.*

The PRESIDENT: The next plenary meeting will be held tomorrow morning at 11 a.m.; the first item on the agenda will be the election of the sixth member of the Economic and Social Council.

The meeting rose at 10.15 p.m.

FIFTY-SEVENTH PLENARY MEETING

Held on Thursday, 12 December 1946, at 11 a.m.

CONTENTS

	Page
165. Determination of the agenda	1159
166. Relations of Members of the United Nations with Spain (question of adjourning the discussion)	1161
167. Relations of Members of the United Nations with Spain: report of the First Committee	1166

Acting President: Mr. V. K. Wellington Koo (China).

165. Determination of the agenda

The PRESIDENT: Before adjourning last night, I announced that we would take up as the first item for this morning's meeting the election of the sixth member of the Economic and Social Council. Since it appears desirable to have a fuller attendance for the election, I propose to leave this item until later, and we will take up the question of Spain first.

Mr. MAKIN (Australia): Mr. President, last evening, not only was it suggested that the election, as you have already indicated, would be the first item of business, but it was also

nationaux. N'essaierons-nous pas de faire en sorte que ces enfants grandissent en ayant le sentiment qu'il existe une bonne volonté, une amitié et une collaboration internationales?

Le secours à l'enfance malheureuse, abandonnée, est, depuis des siècles, un idéal et un principe de la philosophie politique et sociale chinoise. Au chapitre de *Li Yun*, dans le *Li Chi* ou "Livre des Cérémonies" qui est une œuvre classique de notre vénéré Confucius, on lit que dans une société idéale, les gens n'aiment pas seulement leurs parents et leurs propres enfants, mais aussi les parents et les enfants des autres. Plus tard, Mencius a déclaré que nous devons prendre soin des vieillards et des enfants des autres, comme nous prenons soin des nôtres.

En appuyant la proposition d'un Fonds de secours à l'enfance, nous réaliserons en une œuvre nouvelle, un vieil idéal. La délégation chinoise appuiera donc la résolution dont il s'agit, elle espère que l'Assemblée l'adoptera à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Si personne ne demande la parole, je considérerai la résolution comme adoptée à l'unanimité.

Décision: *La résolution est adoptée à l'unanimité.*

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): La prochaine séance plénière aura lieu demain matin à 11 heures; le premier point à l'ordre du jour sera l'élection du sixième membre du Conseil économique et social.

La séance est levée à 22 h. 15.

CINQUANTE-SEPTIEME SEANCE PLENIERE

Tenue le jeudi 12 décembre 1946 à 11 heures.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
165. Fixation de l'ordre du jour	1159
166. Relations entre les Membres des Nations Unies et l'Espagne (question de l'ajournement du débat)	1161
167. Relations entre les Membres des Nations Unies et l'Espagne. Rapport de la Première Commission	1166

Président par intérim: M. V. K. Wellington Koo (Chine).

165. Fixation de l'ordre du jour

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Hier soir, avant de lever la séance, j'ai annoncé que nous commencerions, ce matin, par élire le sixième membre du Conseil économique et social. Etant donné qu'il serait préférable, pour élire ce membre, qu'il y ait plus de représentants présents, je propose de remettre l'élection à plus tard, et d'examiner d'abord la question de l'Espagne.

M. MAKIN (Australie) (*traduit de l'anglais*): A la séance d'hier soir, on a proposé, non seulement de commencer par l'élection dont vous venez de parler, Monsieur le Président, mais

proposed that the discussion upon the veto would follow. Naturally, delegations are prepared to take up that debate, but as regards the matter that you have now indicated as being the first item of business this morning, the situation is rather difficult, for, as you are well aware, delegations have certain of their members occupied with committee work. Therefore it is not easy for us, at a moment's notice, to secure the essential member of the delegation that may be best qualified to advise or express an opinion upon those matters.

I would therefore ask that you would realize how difficult it is, at a moment's notice, to be required to undertake discussion upon an item such as this.

The PRESIDENT: The representative of Australia was correct in saying that there was an announcement that the question of the veto would be postponed from yesterday's meeting until this morning. But since then, a number of delegations have requested that, because they would like to take part in the discussion, and if it meets with the general approval of the Assembly, that question might be put off. That is the reason for the suggestion.

I propose to take up the Spanish question upon which a number of representatives have already asked to speak. As soon as we have disposed of the Spanish question, we will take up the question of the veto.

Mr. MAKIN (Australia): I agree, Mr. President.

Mr. ZULOAGA (Venezuela) (*translated from French*): I believe that the first representative who has asked to speak on the Spanish question is the representative of Venezuela. The Chairman of my delegation has not yet arrived, however. Like the representative of Australia, I think we might perhaps begin with the election of the sixth member of the Economic and Social Council; the few minutes employed in this way would enable us to await the arrival of members who have asked to speak on the Spanish question.

The PRESIDENT: I understood the representative of Australia to say that, if possible, we should take up the question of the veto first. I also understood that the explanation given by the Chair was agreeable to the representative of Australia.

As regards the election, I announced at the beginning of this meeting that, because the meeting is not as fully attended as it should be for holding an election, we would hold the election a little later.

As regards the Spanish question, which we propose to take up now, I will first call on the Vice-Chairman of the First Committee, as the Rapporteur is not present, and after that, I have a number of speakers on my list. There will be plenty of time for the Chairman of the Venezuelan delegation to arrive and to take the floor.

encore de passer ensuite à la discussion de la question du veto. Bien entendu, les délégations sont disposées à entamer ce débat mais, en ce qui concerne la question que vous avez indiquée comme étant la première à examiner ce matin, il se présente une difficulté. Comme vous le savez, certains représentants sont pris par d'autres travaux dans les Commissions et il est difficile aux chefs des délégations de prendre à si bref délai des dispositions pour que la personne la plus qualifiée pour donner un avis ou exprimer une opinion sur la question, assiste à la séance.

Je vous demanderai donc de vous rendre compte de la difficulté qu'il y a à entamer à l'improviste la discussion sur une question de ce genre.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Il est exact, comme l'a dit le représentant de l'Australie, que l'on a annoncé hier que la discussion de la question du veto était remise à ce matin. Toutefois, depuis lors, certaines délégations ont demandé que cette question soit de nouveau ajournée, si tous les Membres de l'Assemblée y consentent, parce qu'elles désirent participer à la discussion. C'est la raison pour laquelle j'ai fait cette proposition.

Je propose d'aborder la question espagnole sur laquelle un certain nombre d'orateurs ont déjà demandé la parole. Dès que le débat sur cette question sera terminé, nous passerons à la question du veto.

M. MAKIN (Australie) (*traduit de l'anglais*): Très bien, Monsieur le Président.

M. ZULOAGA (Venezuela): Je crois savoir que le premier orateur inscrit pour prendre la parole sur la question espagnole est le représentant du Venezuela. Or, le chef de ma délégation n'est pas encore arrivé. Comme le représentant de l'Australie, je pense que nous pourrions peut-être commencer par l'élection du sixième membre du Conseil économique et social; les quelques minutes ainsi utilisées nous permettraient d'attendre l'arrivée des orateurs inscrits pour parler de la question espagnole.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Si j'ai bien compris, le représentant de l'Australie désire que nous abordions en premier lieu, si possible, la question du veto. Je crois comprendre également que le représentant de l'Australie accepte l'explication que je viens de donner.

Quant à l'élection, j'ai déclaré au début de cette séance que nous n'étions pas assez nombreux pour y procéder, et que nous la remettrions à un peu plus tard.

En ce qui concerne la question espagnole à laquelle nous nous proposons de passer maintenant, je vais donner la parole, d'abord au Vice-Président de la Première Commission — le Rapporteur étant absent — puis aux orateurs inscrits. Cela permettra au chef de la délégation du Venezuela d'arriver à temps pour présenter ses observations.

Mr. MARTIN (Canada): I have no objection to our proceeding to discuss the Spanish question now, but I would point out, as the representative from Australia pointed out, that we were not informed until we arrived here that we were going to discuss that question. I have no objection, speaking for my delegation, to discussing the Spanish question now. But I would not want to do so unless it was clearly understood that certain countries, including my own, which perhaps are not prepared to state their position fully in regard to the Spanish situation at the moment but which may want to do so, should not be precluded from exercising that right in the event of the list of speakers being exhausted.

We wish to make a statement in regard to the Spanish question, but we were not preparing to do so this morning. We may be prepared to do so later in the morning. But in the event that we are not, I do not think, in view of the fact that we were not notified of the change in the agenda, that we should be precluded altogether from doing so before a final decision is taken by the Assembly on the matter.

The PRESIDENT: The change in the agenda has been suggested solely with a desire to economize time, as we are approaching the end of our work. I would assure the representative of Canada that the wish of his delegation to speak on the Spanish question will be fully met, as also the wishes of other representatives who might like to speak. As a matter of fact, I have already a list of about ten speakers on the Spanish question. Therefore, if it is entirely agreeable, we shall proceed with that question.

166. Relations of Members of the United Nations with Spain (question of adjourning the discussion)

Mr. BECH (Luxembourg), Vice-Chairman of the First Committee, *read the resolution adopted by the Committee* (annex 70).

Mr. LANGE (Pologne): I think that the same arguments which held for not holding the election or discussing the veto question apply to the discussion of the question of relations between Spain and the United Nations, when at least half the delegations are absent.

We have many technical points on our agenda, and I wonder if it would not be preferable to deal with these technical points first and allow

M. MARTIN (Canada) (*traduit de l'anglais*): Je ne vois pas d'objection à ce que l'on procède maintenant à la discussion de la question espagnole; mais je ferai observer, comme l'a fait le représentant de l'Australie, que ce matin, lorsque nous sommes arrivés ici, nous ne savions pas que nous allions discuter cette question. Au nom de ma délégation, je répète que je ne m'oppose pas à ce que l'on discute maintenant la question espagnole. Cependant, je ne voudrais pas qu'on le fasse sans qu'il soit parfaitement entendu qu'il peut y avoir certains pays, comme le mien notamment, qui ne sont pas en mesure, pour le moment, de définir entièrement leur position à l'égard de la situation en Espagne, mais qui pourront, ensuite, vouloir le faire; il faut donc qu'il soit entendu que ces pays ne devront pas être empêchés d'exercer ce droit, par le fait que la liste des orateurs inscrits serait épuisée.

Nous désirons faire une déclaration au sujet de la question espagnole, mais nous ne sommes pas en mesure de la faire maintenant. Peut-être le serons-nous un peu plus tard dans la matinée. Toutefois, dans le cas où nous ne serions pas prêts, j'estime qu'étant donné que nous n'avons pas été prévenus de la modification apportée à l'ordre du jour, nous ne devrions pas être empêchés de faire une déclaration avant que l'Assemblée ne prenne une décision définitive sur la question espagnole.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): La modification de l'ordre du jour a été apportée uniquement en vue d'économiser du temps, parce que nous approchons de la fin de nos travaux. Je tiens à donner au représentant du Canada l'assurance que sa délégation aura toute possibilité de prendre la parole sur la question espagnole, si elle le désire, et que tous les autres représentants qui désireraient également le faire auront les mêmes facilités. En fait, il y a déjà une dizaine d'orateurs inscrits. Si donc tout le monde est d'accord, nous allons passer à la discussion de cette question.

166. Relations entre les Membres des Nations Unies et l'Espagne (question de l'ajournement du débat)

M. BECH (Luxembourg), Vice-Président de la Première Commission, *donne lecture de la résolution adoptée par la Commission* (annexe 69).

M. LANGE (Pologne) (*traduit de l'anglais*): Il me semble que les raisons qui ont été jugées valables pour différer l'élection au Conseil économique et social et la discussion de la question du veto le sont également pour ajourner la discussion de la question des relations entre les Nations Unies et l'Espagne, car la moitié au moins des délégations n'est pas représentée.

D'autre part, notre ordre du jour comporte de nombreuses questions d'ordre technique; je me demande s'il ne serait pas préférable d'en finir

some time for the delegations to assemble more fully.

X The PRESIDENT: The sense of the Polish proposal, as the Chair understands it, is to adjourn discussion of the Spanish question because the meeting is not as full as it might be. But I have been advised that we have represented here in this hall forty-two delegations, which is more than two-thirds of the Assembly. Unless, therefore, the representative of Poland wishes to make a formal motion for adjournment, we shall proceed with the Spanish question.

In view of the desirability of economizing the time of the Assembly as much as possible, the Chair hopes that the representative of Poland will not insist upon his suggestion.

Mr. STOLK (Venezuela): I want to support, on behalf of the Venezuelan delegation, the proposal for adjournment until this afternoon made by the representative of Poland. I should like to submit this proposal for a vote.

The PRESIDENT: According to the rules of procedure, a motion to adjourn takes precedence, and I have to consult the Assembly. But I hope I have understood correctly that the proposed adjournment is not adjournment of the meeting, but of the discussion of the Spanish question. The motion has been made and is seconded that we adjourn the debate on the Spanish question. Does anyone wish to speak on the adjournment? If not, the Chair will put the motion to the vote.

Mr. MARTIN (Canada): Mr. President, could you not carry out the suggestion you made to the Assembly in answer to my observations, namely, that you listen to the speakers, but would not take a vote on the matter until there was an adequate representation in the Assembly?

Mr. LANGE (Poland): I think the Canadian proposal would be quite acceptable.

Mr. STOLK (Venezuela) (*translated from Spanish*): In the name of the delegation of Venezuela, I would urge you to postpone the consideration of the Spanish question until the afternoon. I think that this course is preferable because, in my view, what the representatives of the various countries will say here will have a decisive influence on the vote to be taken this afternoon on the resolution adopted in the Political and Security Committee. In making this proposal, I should like to recall that a precedent already exists from previous meetings of the Assembly when the discussion of important subjects was postponed to the following meeting so as to ensure the presence of all delegations in the hall, and to enable them to assume their respon-

d'abord avec ces questions, et de donner un certain temps aux délégations afin qu'elles soient représentées en plus grand nombre à l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Si je comprends bien, la proposition de la délégation polonaise tend à ajourner la discussion de la question espagnole parce que le nombre des délégations présentes n'est pas aussi grand qu'il pourrait l'être. Cependant, on vient de me dire que quarante-deux délégations sont représentées, soit plus des deux tiers de l'Assemblée; à moins donc que le représentant de la Pologne ne dépose une motion formelle d'ajournement, nous allons aborder la question espagnole.

Comme il convient d'économiser le plus possible le temps de l'Assemblée, j'espère que le représentant de la Pologne ne maintiendra pas sa proposition.

M. STOLK (Venezuela) (*traduit de l'anglais*): Au nom de la délégation du Venezuela, j'appuie la proposition qu'a faite le représentant de la Pologne de remettre à cet après-midi la discussion de la question espagnole. Je désirerais que cette proposition soit mise aux voix.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): D'après notre règlement intérieur, une motion d'ajournement a la priorité, et l'Assemblée doit être consultée. Toutefois, j'espère que je ne me trompe pas en comprenant qu'il s'agit d'ajourner, non pas la séance, mais simplement la discussion de la question espagnole. Une motion tendant à ajourner la discussion de cette question a été présentée et appuyée. Quelqu'un désire-t-il prendre la parole sur cette motion d'ajournement? Sinon, je vais la mettre aux voix.

M. MARTIN (Canada) (*traduit de l'anglais*): Monsieur le Président, ne serait-il pas possible de faire ce que vous avez proposé à l'Assemblée, en réponse à mes observations, c'est-à-dire de laisser les orateurs prendre la parole mais de ne pas mettre la question aux voix jusqu'à ce que les délégations soient suffisamment représentées à l'Assemblée?

M. LANGE (Pologne) (*traduit de l'anglais*): Il me semble que la proposition du représentant du Canada est tout à fait acceptable.

M. STOLK (Venezuela) (*traduit de l'anglais*): J'insiste, au nom de la délégation du Venezuela, pour que l'on renvoie à cet après-midi la discussion de la question espagnole. Nous estimons que cette manière de faire est préférable, parce que les paroles que prononceront ici les représentants de différentes nations joueront un rôle décisif dans le vote qui sera émis cet après-midi sur la résolution approuvée par la Commission des questions politiques et de la sécurité. Je me permets, en formulant cette proposition, de rappeler qu'il y a eu déjà des précédents à une telle procédure; en d'autres séances de l'Assemblée, la discussion sur des questions importantes a été renvoyée à la séance suivante pour permettre à toutes les délégations d'être

sibility in the Assembly and take a decision after hearing all the speakers on the list.

Mr. NIETO DEL RIO (Chile): I second the proposition made by the Venezuelan delegation.

The PRESIDENT: The Chair understands that the representative of Poland has accepted the suggestion of the representative of Canada that we, as the Chair originally suggested, hear the speakers who have asked to speak on the Spanish question, but do not take a vote until a fuller meeting is held.

Let me remind you that I announced a little while ago that forty-two delegations were present. Now, four more delegations are represented; therefore, out of fifty-four delegations, forty-six are represented here. In view of that fact, I wonder whether the representative of Venezuela wishes to maintain his motion for adjournment of this question.

Mr. STOLK (Venezuela) (*translated from Spanish*): I would like respectfully to insist on the proposal I have just made. In this connexion, I am relying on the fact that, at the beginning of this meeting, the consideration of the question of the veto was postponed until this afternoon as being an important question; in the opinion of the delegation of Venezuela, the consideration of the resolution on the Spanish question adopted in the Political and Security Committee is of much greater importance than that relating to the question of the veto or the application of Article 27 of the Charter.

I would therefore ask the President to take a vote on my proposal, which has been seconded by the representative of Chile; if the Assembly votes in favour of the position taken by the delegation of Venezuela, we should then consider at this morning's meeting other items of the agenda which have not the overriding importance of the resolutions on the veto and on the Spanish question.

Mr. CASTRO (El Salvador): The delegation of El Salvador opposes the motion for adjournment which has been made by the delegation of Venezuela.

The reasons are perfectly plain. They have been made plain and emphatic by our President. We have forty-six delegations here. Only eight delegations are not represented. We are almost at the end of our work. It is very doubtful that at any time fifty-four delegations will be present. To adopt the proposal of the representative of Venezuela will probably only delay the consideration of an important question. It has been stated by the representative of Venezuela that this is an important question and that this is a reason for adjournment. We are approaching the end of our work. The fact that this is an

présentes dans la salle afin d'assumer leur part de responsabilité et de prendre une décision après avoir entendu tous les orateurs inscrits à l'ordre du jour.

M. NIETO DEL RIO (Chili) (*traduit de l'anglais*): J'appuie la proposition de la délégation du Venezuela.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je crois comprendre que le représentant de la Pologne accepte la proposition du représentant du Canada tendant à ce que, comme je l'avais d'abord suggéré, nous entendions les orateurs qui ont demandé à prendre la parole sur la question espagnole, et attendions d'être plus nombreux pour procéder à un vote.

Permettez-moi de vous signaler que, depuis le moment où j'ai annoncé que quarante-deux délégations étaient présentes ici, les représentants de quatre autres délégations ont pris place parmi nous, ce qui porte à quarante-six le nombre des délégations représentées sur l'ensemble des cinquante-quatre délégations. Cela étant, je me demande si le représentant du Venezuela désire toujours présenter une motion tendant à ajourner cette question.

M. STOLK (Venezuela) (*traduit de l'espagnol*): Je me permets d'insister respectueusement sur la proposition que je viens de formuler. A ce sujet, je rappellerai qu'au début de cette séance nous avons reporté à l'après-midi l'examen de la question du veto parce que nous considérons que c'est là une question importante; or, aux yeux de la délégation du Venezuela, l'examen de la résolution relative à l'affaire espagnole, adoptée à la Commission des questions politiques et de la sécurité, est de bien plus grande importance que l'étude de la question du veto ou de l'application de l'Article 27 de la Charte.

Aussi, je prie Monsieur le Président de bien vouloir mettre aux voix la proposition que j'ai formulée et qui est appuyée par le représentant du Chili. Si l'Assemblée approuve par son vote la proposition de la délégation du Venezuela, nous passerions, pendant la séance de ce matin, à l'examen des autres points de l'ordre du jour, qui n'ont pas l'importance et la gravité des résolutions relatives au veto et à l'affaire espagnole.

M. CASTRO (Salvador) (*traduit de l'anglais*): La délégation du Salvador est opposée à la motion d'ajournement que vient de présenter le représentant du Venezuela.

Les raisons de cette attitude sont parfaitement nettes. Le Président les a exposées avec netteté et vigueur. Quarante-six délégations sont représentées à la séance; huit seulement sont absentes. Or, nous approchons de la fin de nos travaux, et on ne peut guère compter que cinquante-quatre délégations soient sans cesse présentes à l'Assemblée. Si nous adoptons la proposition du Venezuela, il en résultera sans doute simplement un retard dans l'examen d'une question importante. Le représentant du Venezuela vient de déclarer que, pour lui, cette question est importante, et que c'est là un motif pour en ajourner la

important question is the strongest reason that could be put forward for rejecting the motion for adjournment.

The PRESIDENT: Before I call on the next speaker on the motion for adjournment, I want to call attention to rule 69 of the rules of procedure: "In addition to the proposer of the motion, two representatives may speak in favour of, and two against, the motion." So far we have heard one speaker against adjournment, and the Chair can admit only one more speaker to speak against adjournment and two for adjournment.

Mr. KAECKENBEECK (Belgium) (*translated from French*): I think I can make a compromise proposal in the hope of saving time. The agenda contains a certain number of questions which are more technical in character and which we might perhaps consider now. The discussion on the Spanish question could thus be adjourned until we have disposed of these technical questions. If we begin with the questions appearing at the end of the agenda, we could give satisfaction to the delegations which have proposed the adjournment, without wasting the Assembly's time.

Mr. STOLK (Venezuela) (*translated from French*): I agree with the suggestion made by the representative of Belgium.

The PRESIDENT: The original motion was to adjourn, not the meeting, but the debate on the Spanish question.

Mr. BELT (Cuba) (*translated from Spanish*): Three representatives have spoken in favour of postponing the debate and only one has spoken against it. I ask for a discussion on the motion submitted so that no more time be wasted. A vote should be taken on whether or not the Assembly wishes to postpone the debate, and discussion on this subject should be closed.

The PRESIDENT: Of the three speakers, the mover, according to rule 69, is not to be counted. Therefore we have heard only two. Does the representative of Yugoslavia wish to speak against the motion of adjournment?

Mr. BEBLER (Yugoslavia) (*translated from French*): I do not think, Mr. President, that there is any need for a long discussion on this point, or to take a vote on the question of adjournment.

The agenda contains a certain number of items, and their order is not unchangeable. We might just as easily proceed from the end of the agenda backwards or take first the items which come in the middle. This morning we allowed the question of the election of a member of the

discussion. Nos travaux vont bientôt se terminer et le fait que la question présente une grande importance me semble, au contraire, le meilleur motif que l'on puisse invoquer pour repousser une motion d'ajournement.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Avant d'inviter le prochain orateur qui désire prendre la parole sur la motion d'ajournement à venir à la tribune, je désire attirer l'attention de l'Assemblée sur l'article 69 du règlement intérieur où il est dit: "outre l'auteur de la motion, deux orateurs pour et deux contre peuvent prendre la parole". Comme nous avons entendu jusqu'ici un orateur parler contre la motion d'ajournement, je ne puis laisser parler qu'un seul orateur dans le même sens, et deux en faveur de la motion.

M. KAECKENBEECK (Belgique): Je crois pouvoir faire une proposition transactionnelle, dans l'espoir de gagner du temps. L'ordre du jour comporte un certain nombre de points d'un caractère plutôt technique et que nous pourrions peut-être examiner maintenant. La discussion sur la question espagnole se trouverait ainsi ajournée jusqu'à ce que nous en ayons fini avec ces questions techniques. En commençant par les questions portées à la fin de l'ordre du jour, l'on pourrait donner satisfaction aux délégations qui ont proposé l'ajournement, sans pour cela faire perdre le temps de l'Assemblée.

M. STOLK (Venezuela) (*traduit de l'espagnol*): Je suis d'accord avec la suggestion du représentant de la Belgique.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): La motion originale était une motion d'ajournement, non pas de la séance, mais simplement de la discussion de la question espagnole.

M. BELT (Cuba) (*traduit de l'espagnol*): Trois représentants ont déjà soutenu la demande de renvoi de la question espagnole, et un seul a parlé contre l'ajournement de cette question. Je demande que l'on mette en discussion la motion présentée et que l'on ne perde plus de temps: que l'on mette aux voix la question de savoir si l'Assemblée désire ou non ajourner le débat, de façon à clore complètement la discussion à ce sujet.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Selon l'article 69, l'auteur de la motion ne doit pas être compté dans les trois orateurs; nous avons donc entendu deux orateurs seulement. Le représentant de la Yougoslavie désire-t-il prendre la parole contre la motion d'ajournement?

M. BEBLER (Yougoslavie): Je ne crois pas, Monsieur le Président, qu'il soit nécessaire de discuter longtemps sur ce point, ni d'émettre un vote sur la question d'ajournement.

L'ordre du jour contient un certain nombre de points dont l'ordre n'est pas immuable. Nous pourrions aussi bien commencer l'ordre du jour de bas en haut, ou prendre tout d'abord les questions qui figurent au milieu. Nous avons laissé de côté ce matin la question de l'élection

Economic and Social Council to stand over without, however, taking a vote on the postponement. Certain delegations would like the discussion of certain items to be postponed until this afternoon, whilst they do not object to certain others being considered this morning. In particular, I see here an item relating to the "transfer to the United Nations of certain non-political functions and activities of the League of Nations". We might begin with this item without engaging in a long discussion and without putting the motion for adjournment to the vote.

I therefore request the President to try to find a way of avoiding all discussion on this question and of proposing for our attention an item which could be examined immediately without opposition.

The PRESIDENT: As two speakers have spoken against the motion for adjournment on the Spanish question, the Chair will have to take the sense of the Assembly by putting the question to the vote, unless those who have spoken against adjournment will accept the motion for adjournment on the Spanish question. We will put the question to the vote.

Mr. BELT (Cuba) (*translated from Spanish*): This is precisely what I wished to ask the President, namely, that a vote should be taken on whether the discussion is to be adjourned or not.

Mr. KAECKENBEECK (Belgium) (*translated from French*): I should like to ask for enlightenment. Several proposals for adjournment have been submitted—some to the effect that the discussion of the Spanish question should be postponed until this afternoon. I made the compromise proposal, supported by the representatives of Venezuela and Yugoslavia, that this discussion should be held over until the other items on the agenda have been settled. I should like to ask the President to state exactly what type of adjournment he has in mind when putting the question to the vote.

Mr. CASTRO (El Salvador): A point of order, Mr. President. When a motion of adjournment has been presented, only two speakers must be allowed to speak in favour of and two against the motion. That has already been done. No time has been fixed; it is just a plain adjournment. Therefore I think you should rule that the question be put immediately to a vote, without allowing any other speakers to present their views.

Mr. STOLK (Venezuela) (*translated from Spanish*): I feel bound to take the floor once more to explain to the Assembly the proposal I originally submitted in the name of the delegation of Venezuela. I never intended to ask the Assembly to postpone this morning's debate, but merely that the consideration of the Spanish question should be deferred until this afternoon, and that we should now carry on with our work on the less important items of the

d'un membre du Conseil économique et social, sans pour cela voter sur l'ajournement. Certaines délégations désireraient que la discussion de certaines questions soit renvoyée à cet après-midi, tandis qu'elles ne voient aucun inconvénient à ce que certaines autres soient examinées ce matin. Je vois, notamment, une question relative au "transfert aux Nations Unies de certaines fonctions et activités non politiques de la Société des Nations". Nous pourrions commencer par ce point, sans avoir à discuter longuement ni à mettre aux voix la motion d'ajournement.

Je fais donc appel au Président pour qu'il essaie de trouver le moyen d'éviter toute discussion sur cette question, et de proposer à notre examen un point dont l'examen immédiat ne soulève aucune objection.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Comme deux orateurs ont parlé contre la motion d'ajournement du débat sur la question espagnole, je vais être obligé de prendre l'avis de l'Assemblée en mettant cette motion aux voix. A moins que les deux orateurs qui se sont prononcés contre l'ajournement, n'acceptent maintenant cet ajournement, je vais mettre la motion aux voix.

M. BELT (Cuba) (*traduit de l'espagnol*): C'est précisément, Monsieur le Président, ce que je voulais vous demander: mettre aux voix la question de savoir si nous ajournons ou non la discussion.

M. KAECKENBEECK (Belgique): Je désire demander un éclaircissement. On a présenté plusieurs propositions d'ajournement; certaines demandent que le débat sur la question espagnole soit remis à cet après-midi. J'ai fait la proposition transactionnelle reprise par le représentant du Venezuela et par le représentant de la Yougoslavie, d'ajourner cette discussion jusqu'à ce que les autres points à l'ordre du jour soient réglés. Je demande au Président de préciser le genre d'ajournement qu'il a en vue lorsqu'il met la question aux voix.

M. CASTRO (Salvador) (*traduit de l'anglais*): Monsieur le Président, je demande la parole pour un point d'ordre. Quand une motion d'ajournement est présentée, deux orateurs seulement doivent être admis à prendre la parole pour la motion et deux seulement contre. C'est ce qui est déjà fait. Il n'a pas été fixé de date; il s'agit d'un simple ajournement. J'estime donc que vous devriez décider que la motion soit immédiatement mise aux voix sans permettre à d'autres orateurs d'exprimer leur opinion.

M. STOLK (Venezuela) (*traduit de l'espagnol*): Je me vois dans l'obligation de prendre à nouveau la parole pour préciser devant l'Assemblée le sens de la proposition que j'ai soumise, à l'origine, au nom de la délégation du Venezuela. Il n'est jamais entré dans ma pensée de demander à l'Assemblée d'ajourner les débats de la séance de ce matin, mais bien seulement de renvoyer à cet après-midi l'examen de l'affaire espagnole, et de continuer maintenant nos tra-

agenda; that is to say, that the procedure to be adopted with regard to the resolution on the Spanish question should be the same as that followed in the case of the draft resolution on the veto, as interpreted and explained by the representative of Belgium.

The PRESIDENT: I will now put to the vote the proposal for the adjournment of the debate on the Spanish question.

Decision: The proposal for adjournment was defeated by twenty-one votes to eighteen.

167. Relations of Members of the United Nations with Spain: report of the First Committee (document A/241)

Mr. STOLK (Venezuela) *translated from Spanish*: The representative of Venezuela is at all times ready to speak, but since he insisted that this matter should be discussed and considered this afternoon, he respectfully asks the President to be allowed to speak this afternoon and not this morning.

The PRESIDENT: I call upon Mr. Nieto del Rio, representative of Chile.

Mr. NIETO DEL RIO (Chile): After a lively discussion in the Political Committee and the competent Sub-Committee, this Assembly must now give its decision on the draft recommendation concerning the Spanish question, now before us.

The document which is the outcome of the debate in the First Committee marks a memorable stage in the development of this problem. It does not contain all we wished for; nevertheless, we are certain that the Spanish people will welcome this document as evidence that the majority of the Members of the United Nations support them in their fervent desire for freedom.

The history of this problem is both long and painful; so long and so painful that many peoples and governments, thinking only of their weariness, their comfort and their convenience, prefer to ignore it. Others have forgotten it. Of this there is obvious proof, for when we must speak of the manner in which the Franco regime installed itself, the argument is blanketed by a thick fog hiding all that vitiates this regime and compromises it before the conscience of the world. It is human to forget and to go from forgetfulness to ignorance and from ignorance to repose. Hence the proverb: "A clear conscience is sometimes the product of a bad memory."

Nevertheless, there are various kinds of forgetful people. The least recommendable among them are those who forget for their own convenience, through moral avarice, through

vaux par les points de l'ordre du jour qui sont d'importance moindre. J'ai demandé en somme que l'on traite la résolution relative à l'affaire espagnole comme on a traité le projet de résolution sur la question du veto; le représentant de la Belgique a bien interprété ma pensée.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je mets aux voix la motion d'ajournement du débat sur la question espagnole.

Décision: La motion d'ajournement est repoussée par vingt et une voix contre dix-huit.

167. Relations entre les Membres des Nations Unies et l'Espagne. Rapport de la Première Commission (document A/241)

M. STOLK (Venezuela) (*traduit de l'espagnol*): Le représentant du Venezuela est toujours prêt à prendre la parole; mais, considérant qu'il est l'auteur de la proposition de renvoi du débat à cet après-midi, il demande respectueusement au Président l'autorisation de ne prendre la parole qu'au cours de l'après-midi.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole à M. Nieto del Rio, représentant du Chili.

M. NIETO DEL RIO (Chili) (*traduit de l'anglais*): Après la discussion animée qui a eu lieu à la Commission des questions politiques et de sécurité ainsi qu'à la Sous-commission compétente, l'Assemblée doit maintenant se prononcer sur le projet de recommandation relatif à la question espagnole dont elle est saisie.

Ce texte, qui est le fruit des débats de la Première Commission, marque une étape mémorable dans l'évolution de cette question. Il ne contient pas tout ce que nous aurions voulu y voir figurer, mais nous sommes certains que le peuple espagnol accueillera favorablement cette recommandation, et qu'il y verra la preuve que la majorité des Membres des Nations Unies le soutient dans ses ferventes aspirations à la liberté.

Le problème espagnol a une histoire longue et douloureuse; si longue et si douloureuse que de nombreux peuples et de nombreux Gouvernements, songeant seulement à leur propre lassitude et uniquement préoccupés de leur bien-être ou de leurs aises, préfèrent se comporter comme si ce problème n'existait pas. D'autres l'ont déjà oublié; de cela, nous avons la preuve évidente: lorsque nous venons à parler de la façon dont le régime de Franco s'est instauré, on voile la question d'un épais brouillard, afin de dissimuler tout ce que ce régime a de malsain, tout ce qui le rend suspect devant la conscience du monde. Il est humain d'oublier, puis de passer de l'oubli à l'ignorance, et de l'ignorance à la quiétude. De là, le proverbe: "Une conscience tranquille est parfois le fait d'une mauvaise mémoire."

Toutefois, les personnes qui oublient sont de divers types. Il en est—et ce sont là les pires—qui oublient pour des raisons de convenance personnelle, par manque de générosité morale,

idleness, a very common thing in international politics. The phenomenon of forgetfulness, both genuine and simulated, finds many forms of expression when faced by events in Spain. The dictator of Madrid converts all these to his own advantage and knows how to employ them skilfully for the consolidation of his system.

Forgetfulness allows many persons to assert that the Spanish revolution was merely an internal commotion, what, in public law, is called civil war. They leave aside the principal and decisive fact which deprives this commotion of the character of a civil war: foreign intervention, political, diplomatic, financial and military intervention planned and put into execution: the public and notorious intervention of the Axis Powers which went to Spain to test the *blitzkrieg* and later, with the help of their Spanish protégés, let loose the greatest catastrophe the world has ever seen. These Powers now lie in ruins, and the peoples of Germany and Italy are paying in misery and horror for the guilt of their masters, while an effective ally, a creature of these same masters, finds political and legal protection from important Members of the United Nations, the same nations which condemned the Franco regime at San Francisco, Potsdam and London and in the preamble to the resolution now before us.

Many of those who with their own hands signed, as I did myself, the inter-American agreements condemning the intervention, now oppose measures to get rid of the living and challenging outcome of a shameless intervention. They have forgotten, or they wish to forget, that this intervention existed and that its authors were crushed by the coalition of the whole world. "Oh no", they say, "we cannot intervene in the internal affairs of Spain." But who has asked that we should intervene in the internal affairs of Spain? What we say is that Spain suffered foreign intervention and that her present regime, the ally of the intervening Powers, was set up in Spain by those latter Powers. We say that it is necessary to help the Spanish people to restore their freedom and their rights, which were abolished as a result of the German-Italian intervention. We ask for the reason, that this regime was an ally of the enemy, that we should help the Spanish people and sever the diplomatic relations which were established at an evil hour.

Where is the violation of our fundamental principle of non-intervention? I do not see any valid argument which can be used by lawyers to claim immunity for the principal accomplice of the foreign intervention in his own country. An act of this nature cost a king of France his life. The Mexican citizens who, towards the middle of the nineteenth century, sought to bring

par paresse, chose très fréquente en matière de politique internationale. Le phénomène de l'oubli, tant réel que simulé, se manifeste sous différents aspects, lorsqu'il s'agit des événements d'Espagne. Le dictateur de Madrid tire parti de ces oublis, il sait les employer habilement à consolider son régime.

L'oubli permet à de nombreuses personnes de soutenir que la révolution espagnole n'a été qu'un ébranlement interne, ce qu'on appelle, en droit public, une guerre civile. Ces personnes négligent le fait principal et décisif qui ôte à cet ébranlement le caractère d'une guerre civile, à savoir l'intervention étrangère dans les domaines politique, diplomatique, financier et militaire — intervention préméditée et mise à exécution. Cette intervention notoire a été effectuée au grand jour par les Puissances de l'Axe qui ont essayé en Espagne leurs méthodes de *blitzkrieg*, et déchaîné ensuite, avec l'aide de leurs protégés espagnols, la plus grande catastrophe que le monde ait jamais connue. Ces Puissances sont aujourd'hui effondrées et les peuples d'Allemagne et d'Italie expient, dans la détresse et la souffrance, les fautes de leurs maîtres, tandis qu'un allié effectif de ces maîtres, leur créature, trouve une protection politique et juridique auprès d'importants Etats, Membres des Nations Unies, les mêmes Etats qui, à San Francisco, à Potsdam et à Londres, ainsi que dans le préambule de la résolution dont nous sommes saisis, ont condamné le régime de Franco.

Beaucoup de ceux qui, de leur propre main, ont signé, comme je l'ai fait moi-même, les accords interaméricains réprouvant les interventions, sont opposés aujourd'hui à des mesures tendant à éliminer les résultats de cette impudente intervention, lesquels sont bien réels et constituent pour nous un défi. Ces gens ont oublié, ou veulent oublier, que cette intervention a eu lieu et que ses auteurs ont été écrasés par la coalition des peuples du monde entier. "Oh, non", disent-ils, "nous ne pouvons pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne." Mais qui a demandé que nous intervenions dans les affaires intérieures de l'Espagne? Ce que nous disons, c'est que l'Espagne a subi une intervention étrangère et que son régime actuel, allié des Puissances qui ont perpétré cette intervention, a été établi par celles-ci. Ce que nous disons, c'est qu'il est nécessaire d'aider le peuple espagnol à recouvrer la liberté et les droits dont il a été privé du fait de l'intervention germano-italienne. Pour cette raison, et parce que le régime franquiste a été l'allié des nos ennemis, nous demandons que les Nations Unies aident le peuple espagnol, et rompent des relations diplomatiques établies à une heure funeste.

Où voit-on là une violation de notre principe fondamental de non-intervention? Aucun motif valable ne saurait être invoqué par des juristes pour réclamer l'immunité en faveur de l'homme qui, dans son propre pays, s'est fait le principal complice de l'intervention étrangère. Un acte de ce genre a coûté la vie à un roi de France. Les citoyens mexicains qui, vers le milieu du

about European intervention in their own country, were punished, and all those able to do so helped Mexico in some way to get rid of the government imposed by outside intervention. At the same period Chile, the ally of Bolivia and the Peruvian patriots, prevented the armed intervention of Spain, declared war and suffered the useless bombardment of Valparaiso.

What are the grounds sufficient to warrant a denial that a collective or individual policy of the Members of the United Nations would be lawful, since the armed foreign intervention in Spain was levelled against them? These measures are not "sanctions" within the technical meaning of the Charter, but a political attitude imposed by logic and good morality, for the present regime in Spain is a reminder of episodes that were always considered an obstacle to international harmony.

We do not defend a particular party or faction. We are not here to recommend that General Franco should be replaced by a new government prefabricated according to our tastes, or by an *ad hoc* government which we should like to set up in Madrid to govern the Spanish people as did Hitler and Mussolini. No. We have no pretension to subjecting Spain to our dictate, to inviting her to recommence the slaughter or to enter once again upon an endless chain of political feuds.

What the Chilean and other delegations have maintained here, and what their governments have maintained, is that a large scale intervention did take place in Spain. Now the United Nations, for this and other serious reasons which are well known, is in a position to eradicate the effects of this intervention by means of an energetic contribution, acting within the principles of the Charter.

The health of Spain demands that the equilibrium of the country should be re-established. Spain has a legitimate government in exile. If the Spanish people desire to replace it by another, through new and popular elections, then let it do so as soon as circumstances permit. It is our collective duty to contribute to the creation of such favourable circumstances by measures which do not constitute intervention.

Neither the republicans nor the Spanish monarchists, and above all the Spanish people, will tolerate intervention, even were it to their advantage. They are not disposed to prostitute the honour of Spain. Therefore, those who seek to divide this Assembly into interventionists and non-interventionists merely offend Spain, since the Spaniards desire that the United Nations should take up a definite attitude. No later than yesterday the President of the Council of Ministers of the Spanish Republic told me that he was satisfied with the majority vote of the First

XIXème siècle, tentèrent d'amener une intervention européenne dans leur propre pays furent châtiés, et tous ceux qui pouvaient le faire aidèrent le Mexique à se débarrasser d'un gouvernement imposé par l'intervention étrangère. Vers la même époque, le Chili, allié de la Bolivie et des patriotes péruviens, empêcha une intervention armée de la part de l'Espagne, déclara la guerre et subit le vain bombardement de Valparaiso.

Quelles sont les raisons suffisantes qui permettent de nier qu'une politique collective ou individuelle des États Membres des Nations Unies est légitime, étant donné que l'intervention de forces armées étrangères en Espagne a été dirigée contre ces mêmes États? Les mesures envisagées ne constituent pas des "sanctions" au sens technique que leur donne la Charte; elles ne sont que l'expression d'une politique commandée par la logique et la morale, car le présent régime de l'Espagne évoque des faits qui, on l'a toujours estimé, troublent l'harmonie internationale.

Nous ne sommes les champions, ni d'un parti, ni d'une faction en particulier. Nous ne sommes pas ici pour recommander le remplacement du général Franco par un nouveau Gouvernement formé d'avance à notre goût, ou par un Gouvernement *ad hoc* que nous voudrions établir à Madrid pour gouverner le peuple espagnol, comme l'ont fait Hitler et Mussolini. Non, nous n'avons nullement la prétention de régenter l'Espagne, de l'inviter à recommencer la tuerie ou à retomber dans une série ininterrompue de conflits politiques.

Ce que la délégation du Chili et d'autres délégations ont soutenu ici, ce que leurs Gouvernements ont également soutenu, c'est qu'une intervention de grande envergure a effectivement eu lieu en Espagne. Pour cette raison, et pour d'autres raisons graves et bien connues, les Nations Unies sont aujourd'hui en mesure de faire disparaître les effets de cette intervention en agissant énergiquement, dans le cadre des principes de la Charte.

Pour que l'Espagne recouvre la santé, il faut qu'elle retrouve son équilibre. L'Espagne possède un Gouvernement légitime qui est en exil. Si le peuple espagnol désire le remplacer par un autre, après avoir procédé à de nouvelles élections démocratiques, qu'il le fasse dès que les circonstances le permettront. C'est notre devoir à tous de contribuer à créer ces circonstances favorables en prenant des mesures qui ne constituent pas une intervention.

Ni les républicains, ni les monarchistes espagnols, ni surtout le peuple espagnol, ne toléreront une intervention, celle-ci fût-elle dans leur intérêt. Ils ne sont pas disposés à prostituer l'honneur de l'Espagne. Ceux qui cherchent à séparer les Membres de cette Assemblée en interventionnistes et en non-interventionnistes ne font donc, en fait, qu'offenser l'Espagne, puisque tous les Espagnols désirent voir les Nations Unies prendre une attitude nette. Hier encore, le Président du Conseil des Ministres de la République espagnole me disait qu'il était satisfait de la décision

Committee. Will any representative who voted against be so bold as to call Mr. Giral an interventionist?

An eminent representative stated, in the course of the debate, that those of us who were in favour of a recommendation to sever diplomatic relations with the regime of General Franco were interventionists, whatever we might say to the contrary. That Franco should say this, as the Press informs us, is quite understandable. It is also quite understandable that the crowds marching under his orders in the streets of Madrid should demonstrate in sympathy in front of the embassies of the governments which are against the severance of relations. It is, however, a pity that the Franquist argument should be identical with that of the pseudo-adversaries of a break with Spain in our Assembly.

I would ask the representative who misinterpreted the nature of our position, perhaps in order to strengthen his own, to moderate his judgment of an attitude he is not qualified to assess at its true value.

If the Chilean delegation were to pass judgment light-heartedly, it might retort that some who are opponents of a break with Spain are "Francophiles" at heart, a thing which, nevertheless, I would never dare to state, for fear of being guilty of discourtesy, bad taste and bad faith. Other representatives, with far greater circumspection, refused to vote for the motion of severance, on the ground that it would violate the principle of non-intervention. With these colleagues we are at least in agreement on one fundamental point: they, on their side, and we, on ours, give evidence in different ways of our respect for that sacred principle. They do so in theory and we in practice. We do not forget that in Spain there was perpetrated the most astute, the most voracious, the cruellest act of intervention of modern times before the patient eyes of the great European democracies. To carry out the principle logically, we desire that Spain should succeed in wiping out the effects of this intervention.

Now that I have defined the position of Chile, I should like to add that the present situation in Spain prevents the Spanish nation from co-operating in the international work of peace and from maintaining its normal relations of culture, friendship and trade with the American republics of Spanish origin, ever desirous of the closest friendship with the country which is the noble discoverer and the mother of the American continent.

The PRESIDENT: I call upon Mr. López, representative of Colombia.

prise à la majorité par la Première Commission. Y a-t-il un des représentants ayant voté contre, qui oserait qualifier M. Giral d'interventionniste?

Un éminent représentant a déclaré, au cours du débat, que ceux d'entre nous qui sont favorables à la recommandation tendant à faire rompre les relations diplomatiques avec le régime du général Franco sont des interventionnistes, en dépit de leurs affirmations contraires. Que Franco émette une telle opinion, comme nous l'apprend la presse, cela est parfaitement compréhensible. On comprend également fort bien que la foule qui, sur ses ordres, a défilé dans les rues de Madrid, se soit livrée à une manifestation de sympathie devant les ambassades des Gouvernements qui se sont opposés à la rupture des relations diplomatiques avec le régime franquiste. Il est toutefois regrettable que l'argument dont se sert Franco soit identique à celui qu'invoquent les Etats qui se donnent à l'Assemblée comme les adversaires de cette rupture.

Je voudrais demander au représentant qui a prêté à notre attitude un caractère qu'elle n'a pas, peut-être afin de donner plus de force à la sienne, de mesurer le jugement qu'il porte sur une attitude qu'il n'est pas qualifié pour apprécier à sa juste valeur.

Si la délégation chilienne ne répugnait pas à porter un jugement à la légère, elle pourrait répliquer que certains des adversaires de la rupture avec l'Espagne sont, au fond de leur cœur, des partisans de Franco. C'est là, cependant, une chose que je ne me risquerai jamais à dire, de crainte de manquer d'égards, de faire preuve de mauvais goût, ainsi que de mauvaise foi. D'autres représentants, beaucoup plus circonspects, ont refusé de voter en faveur de la motion de rupture, en invoquant le motif qu'une telle rupture serait contraire au principe de la non-intervention. Avec ceux-là, nous sommes au moins d'accord sur un point fondamental: le respect de ce principe sacré, respect dont nous avons, chacun de notre côté et de manière diverse, donné les preuves: eux, en théorie, et nous, en pratique. Nous n'oublions pas que l'Espagne a vu se perpétrer, sous les yeux des grandes démocraties européennes qui assistaient patiemment à ce spectacle, l'intervention la plus astucieuse, la plus avide et la plus cruelle des temps modernes. L'application logique de nos principes veut que l'Espagne soit mise en mesure de faire disparaître les effets de cette intervention.

Maintenant que j'ai défini la position du Chili, je voudrais ajouter que la situation qui règne actuellement en Espagne empêche la nation espagnole de collaborer à l'œuvre internationale de paix; elle l'empêche de maintenir des relations culturelles, amicales et commerciales normales avec les républiques américaines d'origine espagnole qui sont toujours désireuses d'entretenir l'amitié la plus étroite possible avec la noble nation qu'il est en quelque sorte la mère de ce continent américain qu'elle a découvert.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole à M. López, représentant de la Colombie.

Mr. LÓPEZ (Colombia) (*translated from Spanish*): At last the Spanish question comes before the General Assembly, and in circumstances which appear to me to be remarkably conflicting. This is not surprising in view of the highly complicated antecedents of the question and the difficult nature of the solution which we are attempting to find.

We, in this hall, are all agreed upon the desirability and necessity of a change in political and social conditions in the Peninsula, in order that the Spanish Government may be enabled to apply for admission to the United Nations. Indeed, the whole of the democratic world wishes the United Nations to try to bring about such a change. I believe that Generalissimo Franco is as strongly convinced as we are that the welfare of Spain demands that, whatever her future form of government may be, it must guarantee to the Spanish people the full exercise of their fundamental liberties. Nevertheless, there has been and still is marked disagreement among the United Nations concerning the measures which may be taken to achieve that end with a reasonable assurance of success.

The discussions which took place, first in the Political Committee, and subsequently in the Sub-Committee appointed to consider a formula reconciling the various resolutions presented, showed clearly the diversity of views, which was also reflected in the votes which have led to the choice of the proposal now awaiting the Assembly's decision. You will remember that the present formula was adopted by twenty-three votes in favour, with four against and twenty abstentions. Those who decided to support it in the Political Committee were therefore fewer than those who, in one way or another, refused to do so.

It has been said that all important questions ought to be settled by a two-thirds majority. This is not the proper time to discuss whether that should be so or whether we should abide by the rules set forth in the Charter and our own rules of procedure, or whether we should act otherwise. But I do feel that, in a matter of such importance and of such concern to public opinion in all the nations represented in this Assembly, it might be argued that we were acting without a sense of responsibility if we did not stop to consider the fact that this resolution is not backed by an effective majority. Nor does the scant applause and lack of enthusiasm with which it has so far been received lend it the weight of a true expression of the wishes of the majority. We have not definitely made up our minds as to which of the various courses proposed to us is the one that we ought to follow, and that is why we have been so divided in our voting. We do not seem to have found a safe course, and we have been unable to conceal our hesitation and uncertainty.

With great difficulty, we have come to one

M. LÓPEZ (Colombie) (*traduit de l'espagnol*): La question de l'Espagne vient enfin devant l'Assemblée générale et elle y vient dans des conditions qui me paraissent singulièrement contradictoires. Il n'y a pas lieu de s'en étonner: les antécédents de cette affaire sont fort complexes, et délicate la solution qu'il s'agit de lui trouver.

Il est désirable et nécessaire, nous sommes tous dans cette Assemblée d'accord sur ce point, que se produise dans les conditions politiques et sociales de la péninsule ibérique un changement qui permette à un Gouvernement espagnol de demander à être admis dans notre Organisation. En vérité, le monde démocratique tout entier désire que les Nations Unies fassent un effort pour provoquer ce changement. Personnellement, j'ai cru que le général Franco était, lui aussi, convaincu, aussi convaincu que nous, que le bonheur de l'Espagne exige que le Gouvernement espagnol, quelle que soit sa forme à l'avenir, garantisse au peuple espagnol le plein exercice des libertés fondamentales. Néanmoins, un désaccord notoire a existé et subsiste entre les Nations Unies sur les mesures que l'on pourrait prendre dans ce sens avec des chances raisonnables de succès.

Les discussions au sein de la Commission des affaires politiques d'abord, et celles qui ont eu lieu ensuite au sein de la Sous-Commission nommée pour étudier une formule de compromis entre les différentes résolutions présentées, ont montré nettement la diversité de conception reflétée par les votes qui ont abouti au choix du projet soumis maintenant à la décision de l'Assemblée. Comme on se le rappellera, la formule actuelle a été adoptée par vingt-trois voix contre quatre, et vingt abstentions. Ceux qui ont décidé de la soutenir ont été moins nombreux au sein de la Commission des affaires politiques que ceux qui, d'une façon ou de l'autre, se sont refusés à le faire.

On a dit que toute question importante doit être résolue à la majorité des deux tiers. Ce n'est pas le moment de discuter s'il doit bien en être ainsi, si nous devons nous en tenir aux principes établis par la Charte et par nos propres règlements, ou bien si nous devons procéder autrement. Je considère pourtant que, dans une affaire de si grande importance et qui intéresse si vivement l'opinion de toutes les nations représentées au sein de cette Assemblée, on pourrait prétendre que nous procédons avec légèreté, si nous ne prenions pas le temps de songer que cette résolution nous arrive sans être appuyée par une majorité effective. Les applaudissements rares, l'enthousiasme faible, qui ont accueilli cette résolution, montrent qu'elle ne possède pas le prestige qui s'attache à l'expression de la volonté de la majorité. Nous n'avons pas choisi clairement, parmi les divers chemins qu'on nous a recommandés, celui que nous devons suivre, et c'est pour cette raison que nous nous sommes trouvés si divisés dans nos votes. Nous ne semblons pas suivre une voie définie; aussi ne pouvons-nous cacher nos hésitations et nos incertitudes.

Nous sommes arrivés laborieusement à cette

conclusion—namely, that the Security Council having agreed to refer the case of Spain to the General Assembly, the Assembly cannot refer it back to that Council without making a recommendation. The one we propose to make ends by saying that if, within a reasonable time, the conditions now prevailing in Spain have not changed, the Security Council shall consider such measures as it may think adequate to remedy the situation.

Therefore, if I am not mistaken, we are faced with a new contradiction. The great majority of this Assembly is not and cannot be in favour of intervention by the United Nations in the internal affairs of any country, whether a Member of this Organization or not. If there are any in the Assembly who favour intervention, whatever the pretext they may invoke to justify it, none of them can say so openly. It is prohibited by Article 2, paragraph 7, of the Charter, which states:

“Nothing contained in the present Charter shall authorize the United Nations to intervene in matters which are essentially within the domestic jurisdiction of any State or shall require the Members to submit such matters to settlement under the present Charter; but this principle shall not prejudice the application of enforcement measures under Chapter VII.”

In order not to give the impression that we are openly departing from the letter and spirit of the Charter, we have agreed, at any rate in principle, that indirect or negative measures are not interventions, and these include action which the United Nations may take on the recommendation of the General Assembly, even though it may involve external pressure as strong as the threat to sever diplomatic relations or the application of such measures as might be ordered by the Security Council to give force and effect to the wishes and proposals of the General Assembly.

But it has been stated in this very Assembly that the United Nations have agreed to limitations upon their sovereignty which not only prevent them from legislating in opposition to the principles of the Charter, but have already given rise to the serious problem of whether, and, if so, when they should take steps to bring their own legislation into line with those principles.

Only yesterday we passed a resolution stating that this Assembly agrees that the treatment of Indians in the Union of South Africa should be in conformity with the international obligations under the agreements concluded between the two governments, and the relevant principles of the Charter. Further, the General Assembly decided to request the Governments of South Africa and India to report at the next session of the Assembly on the measures adopted to this effect.

With equal justification, for the very same reasons and on the same principles, it might be

conclusion qu'après la décision du Conseil de sécurité de porter le cas de l'Espagne devant l'Assemblée, celle-ci ne peut renvoyer l'affaire devant le Conseil, sans y joindre une recommandation. Et celle que nous allons voter déclare dans ses dernières lignes que si, dans un délai raisonnable, les conditions qui règnent actuellement en Espagne n'ont pas disparu, le Conseil de sécurité devra étudier les mesures adéquates pour porter remède à cette situation.

Nous nous trouvons donc, sauf erreur, devant une nouvelle contradiction. La grande majorité de cette Assemblée ne se prononce pas, et ne peut pas se prononcer, en faveur de l'intervention des Nations Unies dans les affaires intérieures d'un pays quelconque, qu'il soit ou non Membre de cette Organisation. Si l'Assemblée compte dans son sein des partisans de l'intervention, quel que soit le prétexte qu'on invoque pour la justifier, nul d'entre eux ne peut se déclarer. L'intervention est prohibée par le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte selon lequel: “Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII.”

Pour ne pas paraître nous écarter manifestement de la lettre et de l'esprit de la Charte, nous avons décidé, du moins en principe, que l'intervention qui revêt une forme indirecte ou négative n'en est pas une; nous entendons par là l'action que peuvent exercer les Nations Unies par le moyen d'une recommandation de l'Assemblée, alors même qu'une telle recommandation constitue une pression extérieure aussi forte que la menace d'une rupture des relations diplomatiques ou l'application de mesures de la nature de celles que peut décréter le Conseil de sécurité pour tenir compte des intentions de l'Assemblée générale et exécuter ses décisions.

Mais on a prétendu ici même que les Nations Unies ont accepté de voir apporter à leur souveraineté des restrictions qui, non seulement, les empêchent de légiférer à l'encontre des principes de la Charte, mais qui, de plus, ont déjà posé le grave problème de savoir si ces Nations doivent rendre leur législation conforme auxdits principes et, dans l'affirmative, quand cette adaptation devrait avoir lieu.

Hier encore, nous avons voté une résolution selon laquelle cette Assemblée estime que le traitement des Hindous établis dans l'Union Sud-Africaine doit être conforme aux engagements internationaux résultant des accords conclus entre l'Union Sud-Africaine et l'Inde et aux principes de la Charte. Qui plus est, l'Assemblée générale a décidé de demander à ces deux Gouvernements d'informer l'Assemblée, lors de sa prochaine session, des mesures qu'ils auront prises à cette fin.

Avec autant de droit, pour les mêmes raisons, et en se fondant sur les mêmes principes, on

argued that the United Nations should recommend that all Members alter their legislation and their administrative organization so as to put an end to all racial discrimination. Sooner or later, we shall have to decide whether we intend to continue along the road on which we have set out or whether, as the Colombian delegation believes is necessary, we should plan methods of procedure, fix time limits, provide for exceptions, so that we may organize the world according to the new principles of the Charter. We shall have to decide whether we propose to leave individual States to reform their institutions at their own discretion, that is, bring them into line with the provisions of the Charter of the United Nations, whenever and in whatever way they consider advisable.

If it is not possible to request other States to do what we have asked the Union of South Africa to do, we feel that very soon it may become necessary to revoke the precedent we have just established in the case of the laws governing the activities of Indians in that part of the world.

We have no wish to suggest that we are in any degree afraid of the dangers which the future may hold in store for small nations, once this principle is accepted that intervention in a negative form is not the kind of intervention which they unanimously reject, according to the principle which, in the case of the Spanish-American peoples, is now fortunately embodied in various international agreements of a regional character. But neither should we like to refrain from saying that we attach great importance to defining at the appropriate time the new political and legal positions which we are adopting; for the evolution of international relations leads us to take action whereby one State today, another tomorrow, and a third the next day, at our direct or indirect, positive or negative command, may feel obliged to change its government within a specified period, on pain of suffering the loss of normal relations with the United Nations and suffering the consequences of exclusion from all its agencies.

Today we are dealing with Spain. But Spain is not the only country in which all the fundamental freedoms are not respected; nor is it the only one to which an invitation might be extended to change its government and revise its institutions and political practices in the manner desired by a majority of the United Nations. We are in the act of imposing on a State which does not belong to our organization standards of political life which are not yet fully applied in several of the Member countries.

But it does not cause me any misgivings that a start is being made with Spain in introducing a new order of government into the world. What does seem to me to be wrong is that this should be done without making it clearly understood

pourra proposer que l'Organisation des Nations Unies recommande à tous ses Membres de modifier leurs lois, leur organisation administrative, de façon à mettre un terme à toute discrimination raciale. Tôt ou tard, nous aurons à décider si nous suivons le chemin dans lequel nous nous sommes engagés; ou bien si, comme la délégation de Colombie le croit indispensable, nous adoptons une procédure, nous fixons des délais, nous prévoyons des exceptions, en prenant pour fin l'organisation du monde sur les nouvelles bases que prévoit la Charte; ou encore si nous laissons aux Etats eux-mêmes le soin de réformer leurs institutions en vue de les rendre conformes aux prescriptions de la Charte des Nations Unies, et cela à l'heure et selon les modalités qu'ils choisiront.

Si l'on ne doit pas pouvoir demander aux autres Etats qu'ils fassent exactement ce que nous avons demandé à l'Union Sud-Africaine de faire, nous nous verrons très rapidement forcés de revenir sur le précédent que nous venons d'établir dans le cas des lois qui régissent les activités des Hindous dans cette partie du monde.

N'allez pas croire que la peur nous saisisse quand nous songeons aux périls que l'avenir peut réserver aux petites nations, une fois admis ce principe que l'intervention sous forme négative n'est pas cette intervention que les petites nations repoussent toutes unanimement, selon le principe qui dans le cas des peuples sud-américains, se trouve déjà, heureusement, consacré par divers accords internationaux de caractère régional. Mais nous ne voudrions pas non plus manquer de dire que nous considérons comme très important de définir, au moment approprié, les nouvelles positions politiques et juridiques que nous sommes en train de prendre. Le cours de la vie internationale nous entraîne, en effet, à agir de telle sorte qu'un Etat, aujourd'hui, un autre demain, et, après-demain, un troisième, se plie, sous l'effet d'une exigence directe ou indirecte, positive ou négative, à un changement de gouvernement exécuté dans un délai de rigueur, sous peine d'être privés de leurs relations normales avec notre Organisation et de souffrir les conséquences d'une exclusion de tous les organismes des Nations Unies.

Aujourd'hui, il s'agit de l'Espagne; mais l'Espagne n'est pas le seul pays dans lequel on ne respecte pas toutes les libertés fondamentales; il n'est pas non plus le seul pays que l'on puisse inviter de façon analogue à changer de gouvernement et à reviser ses institutions et ses pratiques politiques dans la mesure désirée par la majorité des Nations Unies. Nous sommes en train d'appliquer à un Etat qui n'appartient pas à notre Organisation des règles de vie politique qui ne sont pas encore pleinement en faveur dans certains des pays qui composent cette Organisation.

Mais ce qui m'inquiète, ce n'est pas que ce soit par l'Espagne que l'on commence à instaurer dans le monde un nouveau mode de gouvernement. Ce qui ne me paraît pas juste c'est qu'on le fasse sans qu'il soit bien entendu

that this is a path that we intend to follow. And if it is intended to give this direction to our decisions, I should like to add that I think it would be better if we acted quickly rather than slowly. I see no cause for alarm in the prospect that the General Assembly will be dominated by the desire to impose universally the principles and purposes laid down in the Charter. On the contrary, I am delighted to see that in the second part of the first session, it has been made manifest that, not only in the case of Spain, but also in that of South Africa, efforts to restrict the validity of those principles and purposes do not prosper, any more than do efforts to prolong the existence of political, administrative or social situations which are openly in conflict therewith.

In Colombia, all men are born equal and are equal before the law. Fortunately, too, we constitute a harmonious racial agglomeration, which easily accepts democratic institutions, for we Colombians all profess the same religion, speak the same language and follow the same way of life. We are not a powerful nation economically or militarily. We cannot boast that we occupy a prominent position in the spheres of scientific culture. Our industrial development is still in its earlier stages. But we live in peace; we are content with the progress that we have achieved; we have confidence in our destiny and are proud of the civil tradition of the Republic. No effort on our part is required to go along with the United Nations in any of its noble purposes.

In order to be in harmony with the principles which must govern the actions of the United Nations, we do not need to reform our laws or to alter our practices and customs, or even to submit to the inconveniences produced by rules foreign to our mental habits. This explains why we received, not with disapproval, but with satisfaction, the recommendations of the Political Committee which have been submitted for the consideration of the General Assembly in connexion with the problem of the treatment of the Indian population in South Africa and that of Spain. These recommendations differ from the letter, but not from the spirit, of those which were proposed by the Colombian delegation, but which were not accepted.

In the former case, the Colombian delegation recommended that an opinion of the International Court of Justice should be requested on the following points:

(a) Whether the Members of the United Nations are under obligation to amend immediately their internal legislation when it establishes racial discrimination incompatible with the text of the Charter;

(b) Whether they are entitled to enact internal legislation embodying racial discrimination;

(c) Whether such laws constitute, or may be alleged by States to constitute, matters of internal jurisdiction, on which the Assembly is debarred from making recommendations to

que, dans cette direction, nous irons plus loin. Et s'il s'agit vraiment d'orienter nos décisions dans cette direction, j'aimerais mieux, je me plais à le dire, qu'on allât vite plutôt que lentement. Je ne suis pas inquiet devant la perspective qu'à l'Assemblée générale prédomine le désir d'imposer universellement les principes et les buts de la Charte. Au contraire, je constate avec joie, dans cette seconde partie de la première session, l'échec, non seulement dans le cas de l'Espagne mais, par deux fois, dans celui de l'Afrique du Sud, des efforts faits pour restreindre l'empire de ces principes et de ces buts, et pour prolonger l'existence de situations politiques, administratives et sociales qui leur sont ouvertement contraires.

En Colombie, tous les hommes naissent égaux et sont égaux devant la loi; par bonheur, nous formons un ensemble racial harmonieux qui s'accommode facilement des institutions démocratiques, car les Colombiens professent tous la même religion, parlent tous la même langue et ont tous la même façon de vivre. Nous ne sommes pas une nation économiquement et militairement puissante. Nous ne pouvons pas nous glorifier d'occuper un poste d'avant-garde dans le domaine de la culture scientifique. Notre développement industriel est encore à son premier stade. Mais nous vivons en paix, nous vivons contents des progrès que nous avons réalisés, nous avons confiance en notre destin et nous nous sentons fiers de la tradition civique de la République. Nous n'avons aucun effort à faire pour suivre les Nations Unies dans tous leurs nobles desseins.

Pour agir conformément aux principes qui doivent gouverner les actes des Nations Unies, nous n'avons besoin ni de réformer nos lois, ni de changer nos pratiques et nos coutumes, ni même de nous soumettre à la gêne que créent chez les nations les règles étrangères à leurs habitudes mentales. Cela explique que nous ayons accueilli sans déplaisir, mais bien plutôt en les approuvant, les recommandations que la Commission des affaires politiques a soumises à l'Assemblée générale, relativement au traitement de la population hindoue en Afrique du Sud et au problème de l'Espagne. Ces recommandations s'écartent de la lettre mais non de l'esprit de celles qu'a proposées la délégation de Colombie et qui n'ont pas été acceptées.

Dans le premier cas, la délégation de Colombie a recommandé qu'on demande à la Cour internationale de Justice:

a) Si les Membres des Nations Unies sont tenus de modifier sans retard leur législation nationale lorsqu'elle établit une discrimination raciale incompatible avec le texte de la Charte;

b) Si les Membres ont le droit, à l'avenir, de promulguer des lois nationales contenant des mesures de discrimination raciale;

c) Si de telles lois appartiennent, ou si les Etats peuvent prétendre qu'elles appartiennent au domaine de la juridiction nationale des Etats, auquel cas l'Assemblée ne peut

the State or States concerned, to the Security Council or to the Economic and Social Council.

The General Assembly decided not to consult the International Court of Justice. It preferred to express the view that the treatment of the Indian population in the Union of South Africa should be in keeping with the agreements concluded by the two Governments and the relevant provisions of the Charter. The Colombian delegation not only is in agreement with this opinion of the General Assembly, but considers that the latter has taken a great step towards securing the obedience of all its Members to the fundamental provisions of the Charter.

In the case of Spain, we understand that it has become an urgent matter to decide whether, notwithstanding the provisions of Article 2, paragraph 7, of the Charter, which are so categorically opposed to the intervention of the United Nations in the internal affairs of States—whether or not they are Members of the Organization—it is admissible for the Assembly to adopt forms of indirect or negative intervention intended to produce the same effects as open intervention.

We know that this time the aim is that Spain should, within a reasonable period, have a government constituted with the consent of the people, a government which has committed itself and does commit itself to respect freedom of speech, freedom of the press, freedom of religion and freedom of association, in order that elections may be held at once in which the Spanish people, free from intimidation, violence or pressure, may express their will without any party restrictions.

It is the earnest desire of the Colombian delegation that, within a few months, the Spanish people will have succeeded in establishing a government fulfilling all of these conditions, and that we may thus have the pleasure of hearing the voices of its representatives in this Assembly.

The Colombian delegation does not deny, nor has it any interest in disputing, the facts set forth in the preamble of the resolution adopted by the Political Committee with regard to the origin, characteristics and actions of Generalissimo Franco. But, if in the opinion of the General Assembly, this resolution does not in any of its parts involve one of the types of intervention which are prohibited in Article 2, paragraph 7, my delegation wishes to have it made entirely clear that, in approving it, the Assembly deliberately establishes a precedent which can from now on be adduced for the United Nations to assume the same attitude, and formulate similar preventive measures, in regard to any of its Members within whose jurisdiction there is no liberty, no freedom of speech, no freedom of the press and no freedom of association, or in which due respect is not paid to the express will of the people.

The Colombian delegation respectfully re-

adresser des recommandations à l'Etat ou aux Etats en question, au Conseil de sécurité, ou au Conseil économique et social.

L'Assemblée générale a décidé de ne pas consulter la Cour internationale de Justice. Elle a préféré déclarer que le traitement réservé à la population hindoue dans l'Union Sud-Africaine doit être conforme aux accords conclus par les deux Gouvernements et aux dispositions de la Charte. La délégation de Colombie, non seulement accepte cette opinion de l'Assemblée générale, mais estime que l'Assemblée a fait un grand pas dans la voie de l'obéissance de tous ses Membres aux dispositions fondamentales de la Charte.

Dans le cas de l'Espagne, nous pensons qu'il est devenu urgent de décider si, en dépit des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, lesquelles s'opposent de façon si indiscutable à l'intervention des Nations Unies dans les affaires intérieures des Etats, que ceux-ci soient ou non Membres de l'Organisation, il est possible que l'Organisation arrête des formes d'intervention indirectes ou négatives destinées à produire les mêmes effets qu'une intervention franche.

Nous savons déjà que, cette fois, on cherche à obtenir que l'Espagne ait, dans un délai raisonnable, un Gouvernement constitué avec le consentement des gouvernés et qui se soit engagé et s'engage à respecter la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté de conscience et la liberté d'association, de façon que puissent avoir lieu ensuite des élections dans lesquelles le peuple espagnol, libre de toute intimidation, violence ou contrainte, soit à même d'exprimer sa volonté sans être entravé par des restrictions imposées par les partis.

La délégation de la Colombie est tout à fait désireuse de voir, d'ici quelques mois, le peuple espagnol arriver à établir un Gouvernement qui réunisse toutes ces conditions, et d'avoir ainsi le plaisir d'entendre la voix de ses représentants en cette Assemblée.

La délégation de la Colombie ne nie pas les faits énumérés dans le préambule de la résolution adoptée par la Commission des questions politiques à propos des origines, des traits caractéristiques et des agissements du généralissimo Franco, et elle n'a aucun intérêt à discuter ces faits. Mais ma délégation désire (si, à l'avis de l'Assemblée générale, cette résolution n'implique en aucune de ses parties une des interventions qui sont interdites à l'Assemblée par le paragraphe 7 de l'Article 2) qu'on déclare sans équivoque que l'Assemblée établit délibérément, en approuvant cette résolution, un précédent que l'on pourra invoquer dès demain pour faire prendre à l'Organisation des Nations Unies la même attitude et lui faire énoncer des mesures préventives analogues, à l'égard de l'un quelconque des Etats Membres dans les limites de la juridiction duquel seraient absentes la liberté de parole, la liberté de la presse, et la liberté d'association, ou bien ferait défaut le respect de la volonté populaire.

La délégation de la Colombie demande très

quests the opinion of the Assembly, because it does not think that it has derived, from the discussions in which it has taken part with regard to this serious matter, a full knowledge of what we might call the jurisprudence on the basis of which it will have to regulate its future conduct in similar cases. It is because we are afraid that we have not quite understood the implications of the resolution which we are discussing, that the Colombian delegation has been supporting another one which stressed the desirability of avoiding the difficulties to which I have called attention in this lengthy discourse, even at the risk of hearing that many of my colleagues consider that I have thereby uselessly taxed their indulgence.

The Colombian delegation has not attempted in any way to defend the Franco Government, nor has it raised its voice to support or encourage it; much less has it ventured to suggest that the Assembly should co-operate with it. Personally, I should be the last to forget what I, as a militant liberal, have stood for, and to defend ideas contrary to those which I have steadily supported all my life. We, the members of the Colombian delegation, have not felt called upon on this occasion to express our approval or disapproval of the Franco regime, but rather to help to decide what steps the United Nations can take, in accordance with its Charter, to bring about the substitution for that regime of another which would accept and practise the political principles we desire to see respected by all countries of the world.

Without prejudice to the reaffirmation of the San Francisco, Potsdam and London declarations on the present Spanish Government, and without prejudice to Article 2, paragraph 4 of the Charter, which requires all Members of this Assembly to refrain, in their international relations, from the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of any State, or in any other manner inconsistent with the purposes of the United Nations, we believed that the possibility might be examined that Generalissimo Franco and his supporters and friends might be disposed to help in restoring harmony amongst Spaniards, thus putting an end to a situation the continuance of which obviously cannot benefit any party or political group or the general well-being of Spain.

We believed, moreover, that the full exercise of all the fundamental freedoms could not peacefully be achieved in that noble country unless all sections of Spanish public opinion contributed, by a noble act of national reform, to the achievement of national reconciliation, in order to restore peace and prosperity.

We have therefore been inclined to study and admit the possibility that Generalissimo Franco might wish to co-operate in the task, which is

respectueusement l'opinion de l'Assemblée parce qu'elle ne croit pas avoir tiré, des délibérations auxquelles elle a assisté sur cette grave question, une connaissance exacte de ce que nous pourrions appeler la jurisprudence à laquelle notre pays devra conformer sa conduite future en des cas similaires. Précisément parce que nous craignons de ne pas avoir bien compris ce qui est implicitement contenu dans la résolution que nous sommes en train de discuter, la délégation de la Colombie est venue défendre une autre résolution qui tenait compte de l'avantage qu'il y aurait à éviter les écueils que j'ai signalés dans ce long exposé—au risque de voir bon nombre de mes collègues considérer que j'ai abusé inutilement de leur bienveillance à m'écouter.

La délégation de la Colombie n'a prétendu défendre en aucune manière le Gouvernement du général Franco, et elle n'a pas élevé la voix pour l'encourager ou le soutenir ou encore pour que cette Assemblée lui offre sa collaboration. Personnellement, je serais le dernier à oublier mon passé de libéral militant pour aller défendre des idées opposées à celles auxquelles j'ai professé un attachement inaltérable pendant toute ma vie. Mais je veux dire que les membres de la délégation de la Colombie considèrent, en cette occasion, qu'ils sont invités, non à exprimer leur approbation ou désapprobation à l'égard du régime franquiste, mais à participer à l'étude des mesures que l'Organisation des Nations Unies peut prendre, conformément aux termes de sa Charte, afin que ce régime soit remplacé par un autre qui accepte et mette en pratique les principes politiques que nous souhaitons voir respecter par tous les pays du monde.

Nous, Colombiens, avons pensé que, sans préjudice d'une réaffirmation des déclarations de San-Francisco, Potsdam et Londres sur le Gouvernement actuel de l'Espagne, et sans préjudice non plus des dispositions du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, lequel enjoint aux Membres de cette Assemblée de s'abstenir dans leur relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, nous avons pensé, dis-je, qu'on pourrait envisager l'éventualité où le général Franco et ses partisans et amis seraient disposés à aider à rétablir la bonne entente entre les Espagnols, et à sortir ainsi d'une situation qui, vraisemblablement, ne peut se prolonger avec profit ni pour un parti ou groupe politique quelconque, ni pour le bien général de l'Espagne.

Nous avons cru, en outre, que le plein exercice de toutes les libertés fondamentales ne pourra s'établir pacifiquement, dans ce noble pays, que si toutes les fractions de l'opinion espagnole s'unissent dans un grand acte de réforme nationale afin de trouver les moyens de se réconcilier, et de vivre dans la paix et la prospérité.

Pour cette raison, nous nous sommes trouvés portés à prévoir et à admettre l'éventualité où le général Franco désirerait collaborer à la

indeed a great and attractive one, of rebuilding Spain with the support of all her children, instead of stubbornly perpetuating the antagonisms which keep them divided against their will, and despite the good wishes of the rest of the world.

This last policy would be different from that which the United Nations has been following, and we are aware of the fact that to some extent it alters the direction of that policy, but without deviating from any of its essential purposes. Some have considered it weak because it is not actively belligerent in tone or heroic in attitude. Nevertheless, it is inspired by the same desire as the others for the freedom and welfare of the Spanish people as a whole, and not merely of a part of that people.

The delegation of Colombia did not hesitate to propose that this new policy should be tested by contact with the political conditions existing in Spain; but it must accept, and gladly accepts, the Political Committee's decision not to put it to the test. We must assume that we were mistaken as we find so few of the delegations disposed to support our motion; for that reason we have decided to limit ourselves to leaving it on the table of the Secretariat, without proposing that it be reconsidered as an amendment to the recommendations already accepted by the Political Committee. If the General Assembly resolves to adopt these recommendations, the Colombian delegation repeats that it considers the decisions taken by the organs of the United Nations equally binding upon all.

The PRESIDENT: As it is getting late, I propose that we dispense with the French interpretation, unless the General Assembly would like to hear it. In any case, the French translation will be published in full in the *Journal* of the Assembly.

Mr. JOUHAUX (France) (*translated from French*): As an exception, Mr. President, I agree to your proposal, because for once I understood the Colombian representative's speech.

The PRESIDENT: I can assure Mr. Jouhaux that my proposal was made in the sense he has indicated: an "exceptional exception".

The meeting adjourned at 1.45 p.m.

FIFTY-EIGHTH PLENARY MEETING

Held on Thursday, 12 December 1946, at 4 p.m.

CONTENTS

	Page
168. Relations of Members of the United Nations with Spain: report of the First Committee (continuation)	1177

President: Mr. P.-H. SPAAK (Belgium), followed by Mr. V. K. Wellington Koo (China).

tâche, assurément grandiose et tentante, de reconstruire l'Espagne avec l'appui de tous ses enfants, au lieu de s'obstiner à prolonger les antagonismes qui, contrairement aux vœux du reste du monde et à la volonté de l'Espagne, maintiennent la division.

Cette dernière politique serait une politique différente de celle que l'Organisation des Nations Unies a suivie; et il ne nous échappe pas que, dans une certaine mesure, elle renverse son orientation, mais sans s'écarter d'aucune de ses fins essentielles. Cette nouvelle politique, d'aucuns l'ont taxée de faiblesse parce qu'elle n'a ni les accents de la belligérance active, ni les aspects d'une attitude héroïque, mais elle s'inspire des mêmes vœux que forment les autres projets destinés à assurer la liberté et le bien-être du peuple espagnol tout entier, et non pas d'une partie seulement de ce peuple.

La délégation de la Colombie n'a pas hésité à proposer de confronter cette nouvelle politique avec les réalités politiques de la péninsule ibérique; mais elle doit accepter, et elle le fait volontiers, la décision qu'a prise la Commission des questions politiques, de ne pas faire une tentative dans ce sens. Nous n'avons pas de peine à supposer que nous devons nous tromper, quand si peu nombreuses sont les délégations disposées à appuyer notre projet; pour cette raison, nous nous bornons à le déposer sur le bureau de l'Assemblée, sans proposer qu'on l'examine de nouveau en tant qu'amendement aux recommandations déjà acceptées par la Commission des questions politiques. Si l'Assemblée générale décide d'accueillir favorablement ces recommandations, la délégation de Colombie entend bien, elle le répète très volontiers, que les décisions des organes de l'Organisation des Nations Unies lient également tous ses Membres.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Comme il se fait tard, je vous propose de supprimer l'interprétation en français, à moins que l'Assemblée ne désire l'entendre. De toute façon, la traduction française sera publiée intégralement au *Journal* des Nations Unies.

M. JOUHAUX (France): J'accepte votre proposition exceptionnellement, Monsieur le Président, parce que, exceptionnellement, j'ai compris le discours du représentant de la Colombie.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je puis assurer M. Jouhaux que j'ai fait cette proposition dans le sens qu'il précise, c'est-à-dire à titre tout à fait exceptionnel.

La séance est levée à 13 h. 45.

CINQUANTE-HUITIEME SEANCE PLENIERE

Tenue le jeudi 12 décembre 1946, à 16 heures.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
168. Relations entre les Membres des Nations Unies et l'Espagne. Rapport de la Première Commission (suite de la discussion)	1177

Président: M. P.-H. SPAAK (Belgique), puis M. V. K. Wellington Koo (Chine).